

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

*paraissant le jeudi de chaque semaine à Brazzaville*

DESTINATIONS	ABONNEMENTS			NUMERO
	1 AN	6 MOIS	3 MOIS	
REPUBLIQUE DU CONGO .....	24.000	12.000	6.000	500 F CFA
	Voie aérienne exclusivement			
ETRANGER .....	38.400	19.200	9.600	800 F CFA

□ Annonces judiciaires et légales et avis divers : 460 frs la ligne (il ne sera pas compté moins de 5.000 frs par annonce ou avis).  
 Les annonces devront parvenir au plus tard le jeudi précédant la date de parution du "JO".  
 □ Propriété foncière et minière : 8.400 frs le texte. □ Déclaration d'association : 15.000 frs le texte.

DIRECTION : TEL./FAX : (+242) 281.52.42 - BOÎTE POSTALE 2.087 BRAZZAVILLE - Email : journal.officiel@sgg.cg  
 Règlement : espèces, mandat postal, chèque visé et payable en République du Congo, libellé à l'ordre du **Journal officiel**  
 et adressé à la direction du Journal officiel et de la documentation.

## SOMMAIRE

### **PARTIE OFFICIELLE**

#### **- DECRETS ET ARRETES -**

##### **A - TEXTES GENERAUX**

##### **PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT**

- 31 déc. Décret n° 2016-382 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du comité de cadrage macroéconomique et budgétaire..... 26
- 31 déc. Arrêté n° 13259 portant attributions des conseillers du Premier ministre, chef du Gouvernement..... 28

##### **B - TEXTES PARTICULIERS**

##### **PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

- Décoration..... 34
- Elévation et nomination..... 38
- Nomination..... 44

##### **MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL**

- Nomination..... 44

- Autorisation..... 48

##### **MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION ET DES CONGOLAIS DE L'ETRANGER**

- Nomination et affectation..... 49

##### **MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE**

- Nomination..... 50

##### **MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL, DE LA FORMATION QUALIFIANTE ET DE L'EMPLOI**

- Sanction..... 50

##### **MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

- Nomination..... 51

### **PARTIE NON OFFICIELLE**

#### **- ANNONCE -**

- Déclaration d'associations..... 52

## **PARTIE OFFICIELLE**

### **- DECRETS ET ARRETES -**

#### **A - TEXTES GENERAUX**

#### **PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT**

**Décret n° 2016-382 du 31 décembre 2016** portant création, attributions, organisation et fonctionnement du comité de cadrage macroéconomique et budgétaire

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 20-2012 du 3 septembre 2012 portant loi organique relative au régime financier de l'Etat ;

Vu le décret n° 2000-187 du 10 août 2000 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2016-117 du 23 avril 2016 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2016-168 du 30 avril 2016 portant nomination des membres du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

Décrète :

#### Chapitre 1 : De la création

Article premier : Il est créé, sous l'autorité du Premier ministre, chef du Gouvernement, un comité de cadrage macroéconomique et budgétaire

#### Chapitre 2 : Des attributions et de l'organisation

Article 2 : Le comité de cadrage macroéconomique et budgétaire est chargé, notamment, de :

- élaborer et actualiser le ou les modèle(s) de prévision et de simulation macroéconomiques ;
- produire un rapport annuel des perspectives économiques nationales ;
- faire des prévisions macroéconomiques et budgétaires à court, moyen et long terme ;
- proposer le cadre central des dépenses publiques à moyen terme ;
- élaborer des projets de programmation budgétaire pluriannuelle ;
- élaborer et publier les indicateurs d'évaluation des performances des politiques économiques et financières ;
- analyser les impacts des politiques économiques et financières et faire des recommandations y relatives ;
- collecter, traiter et publier les données macroéconomiques et budgétaires nationales issues des différentes sources ;
- produire des rapports et autres documents de cadrage macroéconomique et budgétaire ;

- organiser des ateliers et séminaires de formation et de sensibilisation.

Article 3 : Le comité de cadrage macroéconomique et budgétaire comprend :

- le comité de pilotage ;
- le comité technique.

#### Section 1 : Du comité de pilotage

Article 4 : Le comité de pilotage est l'organe délibérant et de décision du comité de cadrage macroéconomique et budgétaire.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- définir les orientations stratégiques du cadrage macroéconomique et budgétaire ;
- entériner les travaux du comité technique ;
- valider les rapports et les documents de cadrage macroéconomique et budgétaire ;
- approuver le budget du comité de cadrage macroéconomique et budgétaire.

Article 5 : Le comité de pilotage est composé ainsi qu'il suit :

- membres ayant voix délibérative :
  - président : le Premier ministre, chef du Gouvernement ;
  - premier vice-président : le ministre chargé de l'économie ;
  - deuxième vice-président : le ministre chargé des finances ;
  - troisième vice-président : le ministre chargé des grands travaux ;
  - rapporteur : le ministre chargé du plan.
- membres ayant voix consultative :
  - le conseiller du Chef de l'Etat, chargé de l'économie, des finances et du plan ;
  - les conseillers du Premier ministre, chargés de l'économie, des finances et du plan ;
  - les membres du bureau du comité technique.

Le bureau du comité technique assure le secrétariat des réunions du comité de pilotage.

#### Section 2 : Du comité technique

Article 6 : Le comité technique est l'organe d'exécution des orientations et des décisions arrêtées par le comité de pilotage.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- mettre en œuvre les orientations, les décisions et les recommandations du comité de pilotage ;
- produire les prévisions et les simulations macroéconomiques et budgétaires ;
- produire un rapport annuel sur les perspectives économiques nationales ;

- élaborer les projets de programmation budgétaire pluriannuelle ;
- collecter et fournir les informations statistiques nécessaires à l'alimentation des modèles macroéconomiques ;
- recenser et évaluer l'impact des mesures de politique économique mises en œuvre ;
- assurer le suivi et l'évaluation des paramètres du cadre macroéconomique et budgétaire ;
- fixer le seuil d'alerte sur l'évolution des paramètres du cadre macroéconomique et budgétaire ;
- constituer et mettre à jour une banque des données fiables ;
- analyser les perspectives économiques internationales ;
- et, de manière générale, assurer le suivi des politiques et programmes économiques et financiers.

Article 7 : Le comité technique est composé ainsi qu'il suit :

- coordonnateur principal : le directeur général de l'économie ;
- coordonnateurs adjoints :
  - \* le directeur général du budget ;
  - \* le directeur général du plan et du développement ;
  - \* le coordonnateur technique à la délégation générale des grands travaux ;
  - \* le directeur national de la Banque des Etats de l'Afrique centrale ;
- rapporteur : le directeur général de l'institut national de la statistique.
- Membres :
  - \* Pour le ministère en charge de l'économie :
    - le directeur des études et de la planification ;
    - le directeur des synthèses économiques à la direction générale de l'économie ;
    - le directeur des études économiques et de la statistique à la direction générale de l'économie.
  - \* Pour le ministère en charge des finances et du budget :
    - le directeur des études et de la planification ;
    - le directeur de la prévision du budget ;
    - le directeur des ressources naturelles ;
    - le directeur de la dette ;
    - le directeur de la comptabilité publique ;
    - un représentant de la direction générale de la monnaie et des relations financières avec l'extérieur ;
    - un représentant de la direction générale des institutions financières nationales.

- \* Pour le ministère en charge du plan et de la statistique :

- le directeur des études et de la planification ;
- le directeur des stratégies et des politiques de développement à la direction générale du plan ;
- le directeur de la programmation des investissements publics à la direction générale du plan ;
- le directeur des études et synthèses économiques à l'institut national de la statistique.

- \* Pour le ministère en charge des grands travaux :

- le conseiller du partenariat au développement ;
- le coordonnateur de l'administration et des finances.

- \* Pour la Banque des Etats de l'Afrique centrale

- deux cadres de la direction nationale de la Banque des Etats de l'Afrique centrale.

Article 8 : La direction générale du plan et du développement assure le secrétariat permanent du comité technique.

Article 9 : Le comité de pilotage, sur proposition du comité technique, peut mettre en place, en tant que de besoin, des sous-comités techniques thématiques.

### Chapitre 3 : Du fonctionnement

Article 10 : Le comité de pilotage se réunit au moins trois fois par an sur convocation de son président.

Les décisions du comité de pilotage sont adoptées par consensus des membres ayant voix délibérative.

Article 11 : Le comité technique se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation de son coordonnateur principal ou à la demande du comité de pilotage.

Le bureau du comité technique adopte par consensus les dossiers à soumettre au comité de pilotage.

### Chapitre 4 : Dispositions diverses et finales

Article 12 : Le comité de cadrage macroéconomique et budgétaire peut, en tant que de besoin, faire appel à toute personne ressource.

Article 13 : Les frais de fonctionnement du comité de cadrage macroéconomique et budgétaire sont à la charge du budget de l'Etat.

Le comité de cadrage macroéconomique et budgétaire peut bénéficier des ressources provenant des partenaires au développement et de tout autre donateur.

Article 14 : Les membres du comité technique ainsi que ceux désignés pour assurer la permanence du secrétariat du comité de pilotage bénéficient d'un jeton de présence dont le montant est fixé par arrêté du ministre chargé des finances.

Article 15 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n° 2009-413 du 16 novembre 2009, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 31 décembre 2016

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, du développement industriel et de la promotion du secteur privé,

Gilbert ONDONGO

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public,

Calixte NGANONGO

Le ministre de l'aménagement du territoire et des grands travaux,

Jean-Jacques BOUYA

La ministre du plan, de la statistique et de l'intégration régionale,

Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA-BABACKAS

**Arrêté n° 13259 du 31 décembre 2016**  
portant attributions des conseillers du Premier ministre, chef du Gouvernement

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2016-117 du 23 avril 2016 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2016-168 du 30 avril 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2016-169 du 2 mai 2016 portant cadre d'organisation du cabinet du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2016-175 du 30 mai 2016 portant structuration et attributions du cabinet du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret 2016-199 du 30 juin 2016 portant nomination des conseillers spéciaux et conseillers du Premier ministre, chef du Gouvernement.

Arrête :

## Chapitre I : Des attributions

Article premier : Les conseillers du Premier ministre, chef du Gouvernement sont répartis ainsi qu'il suit :

- les conseillers spéciaux ;
- les conseillers ;
- les conseillers techniques.

### Section 1 : Des conseillers spéciaux

Article 2 : Les conseillers spéciaux du Premier ministre, chef du Gouvernement comprennent :

- le conseiller spécial chargé de la coopération culturelle et de la formation ;
- le conseiller spécial chargé de la gouvernance ;
- le conseiller spécial chargé de la promotion de l'investissement direct étranger ;
- le conseiller spécial chargé de la promotion de la culture démocratique et du vivre ensemble ;
- le conseiller spécial chargé de l'aménagement du territoire, ville et cadre de vie.

#### Sous-section 1 : Du conseiller spécial chargé de la coopération culturelle et de la formation

Article 3 : Le conseiller spécial chargé de la coopération culturelle et de la formation est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- l'éducation et la formation ;
- la coopération culturelle internationale.

#### Sous-section 2 : Du conseiller spécial chargé de la gouvernance

Article 4 : Le conseiller spécial chargé de la gouvernance, est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant du domaine de la gouvernance.

A ce titre, il assiste le Premier ministre, chef du Gouvernement dans :

- la prise des décisions et leur application en vue d'atteindre les objectifs que s'est fixés le Gouvernement ;
- l'analyse et l'évaluation des indicateurs de l'action gouvernementale ;
- l'élaboration et l'application des politiques de bonne gouvernance économique et sociale ;
- l'amélioration de l'efficacité de la gestion des affaires publiques ;
- la suggestion d'un plan d'actions à court/moyen terme relatif aux mesures nouvelles ou correctives destinées à améliorer la performance de l'action publique.

### Sous-section 3 : Du conseiller spécial chargé de la promotion de l'investissement direct étranger

Article 5 : Le conseiller spécial chargé de l'investissement direct étranger est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relatives à :

- la mobilisation et la promotion des ressources extérieures ;
- la politique d'attrait des investissements directs étrangers par la diffusion des supports sur le Congo, la vulgarisation du code des investissements et des textes sur la création d'entreprises, la loi sur l'organisation judiciaire et la carte touristique.

### Sous-section 4 : Du conseiller spécial chargé de la promotion de la culture démocratique et du vivre ensemble

Article 6 : Le conseiller spécial chargé de la promotion de la culture démocratique et du vivre ensemble est chargé, notamment, de :

- donner des avis et faire des propositions politiques et administratives en matière de promotion de la culture démocratique et du vivre ensemble ;
- assurer la liaison avec les ministères, les associations nationales et les organisations non gouvernementales en matière de promotion de la culture démocratique et du vivre ensemble.

### Sous-section 5 : Du conseiller spécial chargé de l'aménagement du territoire, ville et cadre de vie

Article 7 : Le conseiller spécial chargé de l'aménagement du territoire, ville et cadre de vie est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- schéma d'aménagement du territoire ;
- plan national de développement ;
- réflexion sur le cadre de vie et de la ville ;
- aménagement des espaces ludiques ;
- assainissement et lutte anti-érosion des agglomérations ;
- plan directeur de l'urbanisme ;
- infrastructures ;
- zones économiques spéciales ;
- politique nationale de l'habitat.

## Section 2 : Des conseillers

Article 8 : Les conseillers du Premier ministre, chef du Gouvernement, comprennent :

- le conseiller politique ;
- le conseiller juridique et réformes ;
- le conseiller diplomatique ;
- le conseiller économie ;
- le conseiller finances et portefeuille public ;
- le conseiller santé et action humanitaire ;
- le conseiller éducation nationale et recherche scientifique ;
- le conseiller promotion des systèmes de protection et sécurité sociale ;

- le conseiller développement rural et durable, environnement et climat ;
- le conseiller hydrocarbures, mines solides et énergie ;
- le conseiller défense et sécurité ;
- le conseiller transport et entretien routier ;
- le conseiller droits de la femme, de la famille et de l'enfance ;
- le conseiller promotion du secteur privé et climat des affaires ;
- le conseiller solidarité nationale, protection des populations vulnérables et autochtones ;
- le conseiller formation qualifiante et emploi des jeunes ;
- le conseiller, chef du cabinet du ministre, directeur de cabinet ;
- le conseiller organisation et prospective ;
- le conseiller fonction publique ;
- le conseiller postes, télécommunications et numérique ;
- le conseiller jeunesse, sports, tourisme et loisirs ;
- le conseiller relations publiques ;
- le conseiller culture, communication et médias ;
- le conseiller intendant ;
- le conseiller directeur du protocole.

### Sous-section 1: Du conseiller politique

Article 9 : Le conseiller politique est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- variations politiques du discours national et comparé ;
- alliances et projections ;
- évolution politique de la nation ;
- enjeux électoraux ;
- gestion du pouvoir ;
- gestion du processus démocratique.

### Sous-section 2 : Du conseiller juridique et réformes

Article 10 : Le conseiller juridique et réformes est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- réhabilitation et modernisation de la justice ;
- contrats, accords et conventions divers ;
- contentieux de l'Etat ;
- réformes institutionnelles ;
- droits de l'homme et libertés publiques.

### Sous-section 3 : Du conseiller diplomatique

Article 11 : Le conseiller diplomatique est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- analyse et prévision de la politique étrangère ;
- évaluation de l'action gouvernementale en matière de politique étrangère ;
- agenda diplomatique du Premier ministre, chef du Gouvernement ;
- coopération internationale et interafricaine.

#### Sous-section 4 : Du conseiller économie

Article 12 : Le conseiller économie est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- politique économique du Gouvernement et évaluation de sa mise en œuvre ;
- conjoncture économique ;
- diversification et compétitivité de l'économie nationale ;
- intégration économique ;
- programmes de développement avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux.

#### Sous-section 5 : Du conseiller finances et portefeuille public

Article 13 : Le conseiller finances et portefeuille public est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- politique monétaire, douanière, fiscale, parafiscale ;
- projets de loi de finances ;
- finances de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics ;
- programmation et exécution des projets d'investissement ;
- participation des bailleurs de fonds aux financements des projets de développement nationaux et communautaires ;
- activité des établissements de crédit, des microfinances et de change ;
- institutions financières nationales et internationales ;
- marché des assurances ;
- activité des régies financières ;
- administration, gestion et rentabilisation du portefeuille de l'Etat ;
- acquisition, gestion et cession des participations de l'Etat dans les entreprises d'économie mixte.

#### Sous-section 6 : Du conseiller santé et action humanitaire

Article 14 : Le conseiller santé et action humanitaire est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- politique sanitaire ;
- infrastructures hospitalières ;
- politique d'achat des médicaments essentiels et produits de santé ;
- programme national de développement sanitaire (PNDS) ;
- actions humanitaires caritatives et philanthropiques pour venir en aide aux déplacés et victimes de guerres et des catastrophes naturelles ;
- insertion des victimes des calamités et catastrophes naturelles, en collaboration avec les ministères concernés.

#### Sous-section 7 : Du conseiller éducation nationale et recherche scientifique

Article 15 : Le conseiller éducation nationale et recherche scientifique est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- réforme et gestion du système éducatif ;
- politique de l'enseignement supérieur dans le cadre du programme national de développement ;
- agrément des établissements privés d'enseignement supérieur et universitaire et homologation des diplômes décernés ;
- promotion de la recherche scientifique universitaire ;
- promotion de la recherche scientifique et technologique ;
- publication et diffusion des résultats de la recherche scientifique et technologique.

#### Sous-section 8 : Du conseiller promotion des systèmes de protection et de sécurité sociale

Article 16 : Le conseiller promotion des systèmes de protection et de sécurité sociale est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- réforme et bonne gouvernance des systèmes de sécurité sociale ;
- financement des systèmes de sécurité sociale ;
- évaluation de la politique publique de sécurité sociale ;
- mise en œuvre de la politique de sécurité sociale.

#### Sous-section 9 : Du conseiller développement rural et durable, environnement et climat

Article 17 : Le conseiller développement rural et durable, environnement et climat est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- agriculture et élevage ;
- pêche ;
- eaux et forêts ;
- redéploiement rural ;
- environnement et climat ;
- développement durable.

#### Sous-section 10 : Du conseiller hydrocarbures, mines solides et énergie

Article 18 : Le conseiller hydrocarbures, mines solides et énergie est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- gestion, prospection et exploitation des ressources pétrolières ;
- constitution et gestion des stocks stratégiques des hydrocarbures ;
- importation, transport, commercialisation et fournitures des produits pétroliers ;

- politique de production, de transport et de distribution de l'eau et de l'électricité ;
- gestion et exploitation des ressources énergétiques ;
- gestion, prospection et exploitation des ressources minières ;
- prospection et exploitation des ressources minérales.

#### Sous-section 11 : Du conseiller défense et sécurité

Article 19 : Le conseiller défense et sécurité est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- réforme de la force publique ;
- protection des biens et des personnes ;
- intégration de l'armée au développement ;
- protection civile ;
- instruction civique ;
- renseignement.

#### Sous-section 12 : Du conseiller transport et entretien routier

Article 20 : Le conseiller transport et entretien routier est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- infrastructures routières, ferroviaires, maritimes, fluviales, lacustres, aéroportuaires et météorologie ;
- transports routier, ferroviaire, maritime, fluvial, lacustre et aviation civile ;
- structures d'entretien et de réhabilitation des routes.

#### Sous-section 13 : Du conseiller droits de la femme, de la famille et de l'enfance

Article 21 : Le conseiller droits de la femme, de la famille et de l'enfance est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- protection et promotion du statut de la femme, de l'enfant et de la famille ;
- étude et mise en œuvre des mesures visant à mettre fin à la discrimination et à la violence contre la femme en vue d'assurer l'égalité en droit avec l'homme ;
- aménagement du cadre légal et institutionnel pour assurer la participation de la femme au développement de la Nation et une représentation significative au sein des institutions nationales et locales ;
- promotion et vulgarisation des études et recherches en rapport avec la condition de la femme et de l'enfant ;
- intégration de la femme dans les politiques et programmes divers en République du Congo.

#### Sous-section 14 : Du conseiller promotion du secteur privé et climat des affaires

Article 22 : Le conseiller promotion du secteur privé et climat des affaires est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- établissement de la cartographie des entreprises par activité, secteur, département, nationalité et genre ;
- mise en place des indicateurs de suivi du nombre d'entreprises créées et leur taux de survie, du nombre d'emplois induits par les créations, de la transformation ou du développement des unités de production ;
- volume de prêts accordés par type d'activités et des interventions effectuées ;
- amélioration des instruments de financement des entreprises ;
- revue de l'efficacité des avantages octroyés par l'Etat pour la promotion du secteur privé ;
- appui au financement des entreprises ;
- transformation de l'économie informelle en économie formelle.

#### Sous-section 15 : Du conseiller solidarité nationale, protection des populations vulnérables et autochtones

Article 23 : Le conseiller solidarité nationale, protection des populations vulnérables et autochtones est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- politique d'assistance aux réfugiés, victimes de guerre, catastrophes naturelles, déplacés et autres populations vulnérables en cas de crise humanitaire ;
- politique d'approche axée sur les mécanismes de sécurisation, de compensation, de promotion ou de valorisation des populations socialement vulnérables (enfants, femmes, handicapés, personnes âgées, populations autochtones vulnérables, personnes vivant avec le VIH/SIDA, sinistrés, populations déplacées, prostituées, personnes démunies) en vue de leur autonomisation et de la préservation et la restauration de leur dignité humaine ;
- politique de protection des personnes vulnérables ;
- amélioration des conditions de vie des peuples autochtones par la jouissance de leurs droits et la réduction des pratiques discriminatoires.

#### Sous-section 16 : Du conseiller formation qualifiante et emploi des jeunes

Article 24 : Le conseiller formation qualifiante et emploi des jeunes est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- travail, formation professionnelle et emploi ;
- projet de développement en matière de travail, de formation qualifiante et d'emploi des jeunes.

Sous-section 17 : Du conseiller, chef du cabinet du ministre directeur de cabinet

Article 25 : Le conseiller, chef du cabinet du ministre directeur de cabinet est chargé, notamment, de :

- gérer l'agenda du ministre directeur de cabinet ;
- assurer le suivi du courrier du ministre directeur de cabinet, de la distribution à la gestion des réponses ;
- préparer les dossiers du ministre directeur de cabinet, en relation avec les conseillers du Premier ministre, chef du Gouvernement ;
- gérer le fichier des personnalités et de l'ensemble des contacts du cabinet ;
- manager le secrétariat du ministre directeur de cabinet.

Sous-section 18 : Du conseiller organisation et prospective

Article 26 : Le conseiller organisation et prospective est chargé, notamment, de :

- formuler les schémas organisationnels adaptés et appropriés aux activités du Premier ministre, chef du Gouvernement ;
- réaliser des études d'impact socio-économique des politiques publiques ;
- analyser et suivre les projets à fort enjeu ;
- formuler des avis sur les projets et réformes structurelles étudiés et rédiger les documents d'aide à la décision.

Sous-section 19 : Du conseiller fonction publique

Article 27 : Le conseiller fonction publique est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- application de la législation sur les agents de l'Etat ;
- gestion administrative des agents de l'Etat ;
- recensement périodique des agents de l'Etat et ceux émargeant aux budgets annexes ;
- informatisation de la fonction publique.

Sous-section 20 : Du conseiller postes, télécommunications et numérique

Article 28 : Le conseiller aux postes, télécommunications et numérique est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant de la politique nationale en matière de numérique, télécommunications, postes et technologies de l'information.

Sous-section 21 : Du conseiller jeunesse, sports, tourisme et loisirs

Article 29 : Le conseiller jeunesse, sports, tourisme et loisirs est chargé, notamment, d'analyser, émettre

des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- promotion et organisation des activités sportives et des loisirs sains ;
- établissements de formation et encadrement des jeunes talents sportifs ;
- politique de formation des cadres techniques et sportifs ;
- promotion de l'éducation physique et des sports ;
- infrastructures sportives publiques et acquisitions des équipements sportifs ;
- sport professionnel ;
- promotion du sport féminin et de la vie associative des jeunes ;
- jeunesse et société ;
- politique nationale du tourisme ;
- normes de classification des établissements touristiques, hôteliers et des agences de voyages ;
- organisation de l'industrie hôtelière et des agences de voyages.

Sous-section 22 : Du conseiller relations publiques

Article 30 : Le conseiller relations publiques est chargé, notamment, de :

- vulgariser la politique du Premier ministre, chef du Gouvernement ;
- initier des projets destinés à créer, maintenir et développer un climat de compréhension et de confiance mutuelle au sein des institutions, dans l'opinion publique et parmi les groupes cibles directement ou indirectement concernés par l'action du Premier ministre, chef du Gouvernement ;
- mener régulièrement une introspection, afin de s'interroger sur les réalisations du Premier ministre, chef du Gouvernement, et la perception de ce dernier par les publics cibles ;
- être en relation constante avec les médias et rédiger à leur intention des communiqués de presse, des bulletins d'information ;
- travailler en étroite collaboration avec le conseiller directeur du protocole, dans la gestion et la coordination de l'agenda du Premier ministre, chef du Gouvernement ;
- veiller, en étroite collaboration avec le conseiller communication, sur la cohérence du discours du Premier ministre, chef du Gouvernement avec le programme du Gouvernement.

Sous-section 23 : Du conseiller culture, communication et médias

Article 31 : Le conseiller culture, communication et médias est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- politique nationale en matière de presse et d'information ;
- promotion de l'image du Premier ministre, chef du Gouvernement à travers les médias ;
- promotion et développement des activités culturelles et artistiques ;



- protection et conservation des sites, des monuments et du patrimoine matériel et immatériel dans le domaine culturel et artistique de la Nation ;
- gestion des relations culturelles bilatérales et multilatérales ;
- gestion des archives, des bibliothèques nationales et des musées nationaux ;
- promotion et développement des activités culturelles et artistiques en rapport avec la lutte contre les antivaleurs ;
- étude et exploitation de la presse à travers les médias nationaux, internationaux et les nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- information des médias par des communiqués de presse, des bulletins d'information sur les activités du Premier ministre, chef du Gouvernement ;
- couverture des activités du Premier ministre, chef du Gouvernement à travers les organismes publics et privés de l'information.

#### Sous-section 24 : Du conseiller intendant

Article 32 : Le conseiller intendant est chargé, notamment, de :

- élaborer le projet de budget de l'hôtel de fonction du Premier ministre, chef du Gouvernement ;
- gérer les crédits de l'hôtel de fonction du Premier ministre, chef du Gouvernement.

#### Sous-section 25 : Du conseiller directeur du protocole

Article 33 : Le conseiller directeur du protocole est chargé, notamment, de :

- organiser les audiences du Premier ministre, chef du Gouvernement, en relation avec le ministre directeur de cabinet ;
- organiser, en rapport avec la direction du protocole national, les cérémonies officielles auxquelles assiste le Premier ministre, chef du Gouvernement ;
- préparer, en relation avec le ministre directeur de cabinet, les déplacements du Premier ministre, chef du Gouvernement à l'intérieur et à l'extérieur du pays ;
- établir l'agenda du Premier ministre, chef du Gouvernement, en relation avec le ministre directeur de cabinet.

#### Section 3 : Des conseillers techniques

Article 34 : Les conseillers techniques du Premier ministre, chef du Gouvernement comprennent :

- le conseiller technique organisation du secrétariat ;
- le conseiller technique opinion ;
- le conseiller technique discours ;
- le conseiller technique décentralisation et collectivités locales ;
- le conseiller technique affaires foncières et domaniales ;

- le conseiller technique budget et trésorerie ;
- le conseiller technique organisation et gestion axée sur les résultats ;
- le conseiller technique comptes publics.

#### Sous-section 1 : Du conseiller technique organisation du secrétariat

Article 35 : Le conseiller technique organisation du secrétariat est chargé, notamment, de :

- organiser le pôle secrétariat de la Primature ;
- gérer le secrétariat particulier du Premier ministre, chef du Gouvernement ;
- veiller à la bonne tenue des archives ;
- suivre le courrier ventilé auprès des conseillers et des structures relevant du cabinet du Premier ministre, chef du Gouvernement.

#### Sous-section 2 : Du conseiller technique opinion

Article 36 : Le conseiller technique opinion est chargé, notamment, de :

- optimiser le positionnement du Premier ministre, chef du Gouvernement, dans le paysage politique congolais, notamment, son image, sa notoriété et sa popularité ;
- apporter au Premier ministre, chef du Gouvernement, une vision claire et précise des enjeux d'opinion auxquels le Gouvernement est confronté ;
- faire réaliser des études d'opinion et des sondages ;
- mesurer le baromètre politique du Premier ministre et de son Gouvernement ;
- produire une revue de presse hebdomadaire ;
- mesurer et évaluer l'impact de l'action publique du Premier ministre, chef du Gouvernement dans l'opinion.

#### Sous-section 3 : Du conseiller technique discours

Article 37: Le conseiller technique discours est chargé, notamment, de :

- établir l'agenda national et international du Premier ministre, chef du Gouvernement, en relation avec le conseiller diplomatique ;
- constituer une banque informatisée des projets thématiques de discours, d'exposés et de déclarations ;
- préparer les discours, exposés ou toast du Premier ministre, chef du Gouvernement, du ministre directeur de cabinet et du secrétaire général de la Primature ;
- dresser un répertoire thématique des adresses officielles du Premier ministre, chef du Gouvernement.

#### Sous-section 4 : Du conseiller technique décentralisation et collectivités locales

Article 38 : Le conseiller technique décentralisation et collectivités locales est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- politique gouvernementale sur la décentralisation ;
- transfert des compétences et des responsabilités aux entités territoriales décentralisées ;
- coordination et canalisation des appuis à la décentralisation des partenaires au développement et encadrement de la coopération décentralisée.

Sous-section 5 : Du conseiller technique affaires foncières et domaniales

Article 39 : Le conseiller technique affaires foncières et domaniales est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- application et vulgarisation de la législation foncière et immobilière ;
- notariat en matière foncière et cadastrale ;
- gestion et octroi des titres immobiliers ;
- gestion des affaires foncières ;
- gestion du domaine public ;
- stratégie pour l'éclosion d'une gouvernance foncière et renforcement des capacités des acteurs intervenant dans le foncier.

Sous-section 6 : Du conseiller technique budget et trésorerie

Article 40 : Le conseiller technique budget et trésorerie est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- exécution du budget de l'Etat, des entreprises et des organismes liés à l'Etat ;
- exécution des recettes propres et extérieures inscrites au budget de l'Etat ;
- maîtrise des dépenses publiques ;
- emploi des fonds publics ;
- contrôle et évaluation des opérations financières de l'Etat.

Sous-section 7 : Du conseiller technique organisation et gestion axée sur les résultats

Article 41 : Le conseiller technique organisation et gestion axée sur les résultats est chargé, notamment, de :

- mettre en place la gestion axée sur les résultats dans l'administration congolaise ;
- contribuer à la validation des activités planifiées des politiques et des programmes publics ;
- suivre et évaluer les activités des politiques et programmes publics ;
- traiter toutes les questions relatives à la gestion axée sur les résultats ;
- élaborer des partenariats internationaux avec d'autres pays et organismes d'appui au développement ;

- suivre les activités de l'agence chargée de la gestion axée sur les résultats.

Sous-section 8 : Du conseiller technique comptes publics

Article 42 : Le conseiller technique comptes publics est chargé, notamment, d'analyser, émettre des avis et suivre les questions relevant des domaines ci-après :

- comptes publics ;
- recouvrement des recettes ;
- gestion des ressources propres et extérieures de l'Etat et encadrement des dépenses publiques ;
- politique et gestion de la dette publique directe et indirecte, intérieure et extérieure de l'Etat ;
- tenue, arrêt et consolidation des comptes de l'Etat et tenue de la comptabilité publique ;
- ordonnancement des dépenses de l'Etat ;
- dispositif de contrôle des administrations chargées des missions de contrôle des comptes publics.

Chapitre II : Dispositions finales

Article 43 : Les conseillers spéciaux peuvent, sur instruction du Premier ministre, chef du Gouvernement, faire des analyses et donner des avis sur des dossiers qui leur sont soumis, ou sur des affaires de leur initiative propre.

Article 44 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 31 décembre 2016

Clément MOUAMBA

**B - TEXTES PARTICULIERS**

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

DECORATION

**Décret n° 2016-386 du 31 décembre 2016.**

Sont décorés à titre normal dans l'ordre de la médaille d'honneur :

Au grade de la médaille d'or :

**M. MBOKOLO (Louis)**

Mmes :

- **GATSONO** née **GONGARAD NKOVA GAMBOU (Elsa Nadia)**
- **MOUETOUA (Estelle Carine)**
- **KIVOUVOU (Lydie Aurélie)**
- **BOUESSO (Emilie Pierrette)**

MM. :	- <b>MASSAMBA (Odile)</b>
- <b>MBONGO (Daniel)</b>	MM. :
- <b>BOBANGA (Freddy)</b>	- <b>AWENE (Armand Firmin)</b>
Mme <b>BANOUANINA (Irenée Fora Marie)</b>	- <b>BAZOKOTO-KABA (Jacob Paulin)</b>
MM. :	- <b>NKAYILOU (Jean Paul)</b>
- <b>SAMBA (Philippe)</b>	- <b>BABANGUIDILA (Barthélemy)</b>
- <b>DIAKOUNDILA (Pascal)</b>	- <b>ALAKOUA (Patrick Valéry)</b>
- <b>LOCKO (Hippolyte Namu)</b>	- <b>OKO (Maurice)</b>
- <b>SIDOBE MEPEPE (Bienvenu)</b>	- <b>MASSANA (Saturnin Brice Roch)</b>
- <b>ITOUA (Joseph)</b>	Mmes :
- <b>KOMBO (Claude)</b>	- <b>LONZANIABEKA GNALABEKA (Catherine Ursula Francisca)</b>
- <b>KOYO (Jacques)</b>	- <b>NZOUMBA (Firmine)</b>
- <b>BOYIBANDA (Michel)</b>	MM. :
- <b>MOUTOUARI (Côme)</b>	- <b>OKEMBA ONGAGNA (Emery)</b>
- <b>KIMBOLO (Clotaire)</b>	- <b>DIASSONAMA-BAVOUIDINSI (Jonas)</b>
Mme <b>ATA (Alphonsine)</b>	- <b>KOMBO (Germain)</b>
MM. :	- <b>NGANONGO (Jean Bosco)</b>
- <b>MBOUANDE (Kevin)</b>	- <b>SITA (Dieudonné)</b>
- <b>DIAYOKA (Hyppolite)</b>	Mme <b>YIMBOU NTINOUE (Larine Doris Marlair)</b>
Mmes :	MM. :
- <b>MAKAYA (Théodora Yolande)</b>	- <b>MAKOSSO VHEIYE (Georges)</b>
- <b>DIBAKALA (Denise Albertine)</b>	- <b>MOUMBOUILOU (Joseph)</b>
MM. :	- <b>NGAOUILA (Stev Behice)</b>
- <b>BORO (Faustin)</b>	- <b>NKOUKA (Jean Médard)</b>
- <b>GALLOY (Jacques)</b>	- <b>WADA (Antoine)</b>
- <b>GOUEMBA (Alain Aullier)</b>	- <b>MAFOUA (Alphonse)</b>
- <b>NDONGO (Blaise)</b>	- <b>MOUSSAYANDI (Jacques)</b>
Lieutenant-colonel <b>OKANDZE DINGA (Christian)</b>	Mme <b>NGUELELE (Antoinette)</b>
Au grade de la médaille d'argent :	M. <b>LEMBOUKA EBENGA (Claver)</b>
Mmes :	Mme <b>KOUATILA (Georgette)</b>
- <b>MIABANTEZILA (Jacqueline)</b>	MM. :
- <b>HADJA DECORAS KADIDJA</b>	- <b>MABOULOU (Apollinaire)</b>
MM. :	- <b>KEVEBA (Jean)</b>
- <b>NDOBA MABIALA (Chris Ruben)</b>	- <b>MOUKOUENGO (Freddy)</b>
- <b>PENE (Judicaël Romaric)</b>	- <b>MOUANDE (Alain Flamel)</b>
- <b>MFOUTOU GOUAMA (Rhoedell)</b>	- <b>GOMOT LEMBOMA (Gilles)</b>
Mme <b>MITOUMBOUBOLA (Andréline Chrisna)</b>	- <b>IKOGNE (Emmanuel)</b>
M. <b>MAMBOU (Pascal Gilson)</b>	- <b>MAKAMBALA (Florent)</b>
Mme <b>OKO (Edith Clarisse)</b>	- <b>BONZA (Joseph Xavier)</b>
M. <b>PALOULOU (Gédéon)</b>	- <b>ALOUNA (Emery)</b>
Mmes :	- <b>NGOULO (Dominique)</b>
- <b>KONGO NTONDELE (Rosette Cynthia)</b>	Mme <b>MOUNDELE-NGOLO née MPAN (Névy Chrisnelle)</b>
	MM. :
	- <b>MVOUEMBE (Paul)</b>
	- <b>ELO (Joël)</b>
	- <b>OTOUNA (Rocil Claver)</b>
	- <b>ONGAGNA (Pascal)</b>

Mmes :

- **ODDET (Aphrodite)**
- **MALONGA (Flora Lydie)**

M. **DIBOU (Jean René)**

Mme **BATCHY (Virginie Léopoldine)**

M. **BEKAKO (Fabrice Aymard)**

Mmes :

- **DIANKOUIKILA MOUNKALA (Sophie)**
- **MOUAMBA BIBILA MAGNOUTH (Louise)**

MM. :

- **AMBETO (Serge)**
- **BOUABILA (Paul)**
- **BAMINGO NTCHOUMOU (Cloud Luciano)**
- **BILECKO (Chancel Chryster)**
- **NGAMBEKE (Simplice)**
- **MAYANITH (Bienvenu)**
- **MOUANA (Jean de Dieu)**
- **AKAMBO (Urbain)**
- **MBERI (Marcel)**
- **NGANGA (Jean)**
- **MBOUMA (Serge Wilifrid)**

Capitaines :

- **DZIENGUE DE MOUCAUT (Armand Roch)**
- **NIANG'OSSA (Rufin Judicael)**

Lieutenant **BOYABE (Patrick)**

Au grade de la médaille de bronze :

MM. :

- **YOKA (Hugor Martial Décebal)**
- **LOKO KAYA (Young Churchi)**
- **OKIEMI (Emmanuel)**
- **NGAKO (Jean Mesmin)**
- **BOBOUA (Roch)**

Mmes :

- **MAZANDOU (Perpétue Sandrine)**
- **NZOULOU-LOUTAYA (Sylvie)**

MM. :

- **MOE-ZINGA (Alfred)**
- **MAMPOUYA (Aristide)**
- **MAKOUMBOU (Omer)**
- **NGOMA (Jean Pierre)**
- **MBENGUE (Gaston)**
- **MILANDOU MATOKO BOUSSOU (Théophile)**

Mme **NGAKOSSO** née **BANGANINA (Elisabeth Dieu Merci)**

MM. :

- **KOUA (Roch)**
- **NKODIA (Edgar)**
- **AKOUELI (Joseph)**

Mme **MATSIMOUNA (Antoinette)**

M. **NGOUNDOS (Roger)**

Capitaine **EKAKA OKOMBI (Landry Savely)**

Les droits de chancellerie prévus par les textes en vigueur sont applicables.

**Décret n° 2016-387 du 31 décembre 2016.**

Sont décorés, à titre normal, dans l'ordre du mérite agricole :

Au grade de commandeur :

Mme **MBOUKOU KIMBATSA** née **GOMA (Irène Marie Cécile)**

Au grade d'officier :

MM. :

- **AGNANGOYE (Jean Pierre)**
- **MOUNTANDA (Antoine)**
- **MIALOUNDAMA (Gaston)**

Mme **HOMB (Margueritte)**

Au grade de chevalier :

M. **KINOANI MATSIONA (Gad Sardonyx)**

Mme **MIKANGOU (Line Crescence)**

MM. :

- **KEBADIO MISSONGO (Arnault Rolson)**
- **MBEBELE (Michel)**
- **ITOUA (Martin)**

Mme **IPONGO (Bernadette)**

MM. :

- **BELEMENE (Pierre Théogène)**
- **MAVOUNGOU (Gabriel Alain)**

Mme **SABO (Adeline Urma)**

M. **NGANVOULA (Edouard)**

Mme **OUADIABANTOU (Angélique)**

MM. :

- **MAYINGUIDI LOULENDO (Arnaud)**
- **ZANGA (Michel)**

Mmes :

- **ONOUNA (Philomène)**
- **TRIGO PIOULA (Rose Régina)**
- **ROSSIGNOL (Aurélie Marie Simone Monique)**

MM. :

- **NGUELELE NKOUENE KINTONO (Arsène)**
- **MISSENGUE MBEDI (Antar Fredi)**
- **FOUNGUI (Albert)**
- L'Association **Femme Energie**
- Groupement **Kintélé Fleuve**

Les droits de chancellerie prévus par les textes en vigueur sont applicables.

**Décret n° 2016-388 du 31 décembre 2016.**

Sont décorés, à titre normal, dans l'ordre du mérite universitaire :

Au grade de commandeur :

MM. :

- **IBARA (Jean-Rosaire)**
- **DIATEWA (Martin)**
- **ABENA (Ange Antoine)**
- **OUAMBA (Jean Maurille)**
- **ILOKI (Léon Hervé)**
- **BAKABADIO (Louis)**

Au grade d'officier :

- Mme **KIMBALLY KAKY (Gisèle Suzy)**
- M. **ELIRA DOCKEKIAS (Alexis)**
- Mme **DIANZINGA (Scholastique)**

MM. :

- **KIMBENE LOUZOLO (Paul)**
- **ONGOKA (Pascal Robin)**
- **LILONGA BOYENGA (Désiré)**
- **TSOKINI (Dieudonné)**

Mme **OFOUEME BERTON (Yolande)**

MM. :

- **DEFOUDOUX (Hyacinthe Fila)**
- **MPASSI MABIALA (Bernard)**

Au grade de chevalier :

MM. :

- **AKA EVY (Jean Luc)**
- **NSTIBA (Honoré)**
- **MONABEKA (Henri Germain)**
- **ONDZOTTO (Gontran)**
- **ATTIBAYEBA**
- **MASSOUMOU (Omer)**

Les droits de chancellerie prévus par les textes en vigueur sont applicables.

**Décret n° 2016-389 du 31 décembre 2016.**

Sont décorés, à titre exceptionnel, dans l'ordre du mérite sportif :

Au grade de commandeur :

MM. :

- **SASSOU-N'GUESSO (Denis Christel)**
- **EPOULOU (Dominique)**

Au grade d'officier :

MM. :

- **DZON BATEWA (Romain)**
- **KAYA (Michel)**
- **MPOUA (Célestin)**
- **GOUAMA (Chaptalain)**
- **ZINGOU SAMBA (Armel)**

Mmes :

- **MOUELE MISSAMOU (Ruptia)**
- **DIVOKO DIVOKO KANGOU (Neïda Klenn)**
- **ZOUBABELA (Grâce)**
- **NGOYE ESSAMA (Gabrielle)**
- **MONDIMA (Chardene)**
- **MATONDO (Sylvie Chancelvie)**
- **KOUMBA (Becherelle)**
- **KIABELO MBOUMBA (Yven)**
- **YALIBI (Raïssa)**
- **NTSOUANKARI (Bexane)**
- **GONO ISSONGO (Tatiana)**
- **MBOUTOU TASSILA (Franny)**
- **OYOUKOU (Sandrine)**
- **PALABA (Scayelle Jeanvelde)**
- **LAZOTA TOMBA (Carol)**
- **AMVOULI (Krichna).**

Les droits de chancellerie prévus par les textes en vigueur ne sont pas applicables.

**Décret n° 2016-390 du 31 décembre 2016.**

Sont décorés, à titre normal, dans l'ordre de la médaille d'honneur de la recherche scientifique et technologique :

Au grade de la médaille d'or :

Mme **N'TOUMI (Francine Idylle Flora)**

M. **MFOUKOU NTSAKALA (André)**

Mme **MAKAMBILA KOUBEMBA (Marie Claire)**

MM. :

- **PANGOU (Serge Valentin)**
- **SAYA (Rachel Aubain)**
- **MVILA (Armand Claude)**
- **NZILA (Jean de Dieu)**

Au grade de la médaille d'argent :

MM. :

- **NOMBO (Evariste)**
- **MAMONEKENE (Victor)**

Mme **KOUTIKA (Lydie Stella)**

MM. :

- **MOUNDZEO (Lambert)**
- **BOUKA BIONA (Clobite)**
- **AKANOKABIA (Akanis Maxime)**
- **VOUMBO-MATOUMONA (Léon)**

Mme **SIANARD (Florence Dorothée)**

Au grade de la médaille de bronze :

Mmes :

- **MOUNZENZE (Jeannette)**
- **MAKAYA MAKOSSO née YEBAS (Lydie Marie Françoise)**

MM. :

- **EBELEBE (Constantin Noël Michel)**
- **BIKINDOU (Louis)**

Les droits de chancellerie prévus par les textes en vigueur ne sont pas applicables.

**Décret n° 2016-391 du 31 décembre 2016.**

Sont décorés, à titre normal, dans l'ordre de la médaille d'honneur de la santé publique :

Au grade de la médaille d'or :

MM. :

- **DZINGA (Prosper)**
- **MOUTOU (Joseph)**
- **OBISSI (Dominique)**
- **MAKAYA (Jean Paul)**
- **Le Programme de Santé Communautaire**

Au grade de la médaille d'argent :

Mmes :

- **LIKIBI née BOHO (Rosalie)**
- **MALEKA (Françoise)**

MM. :

- **SOUMBOU-POATY (Henri)**
- **GASSY (Mathias)**
- **MILANDOU (Marius)**

Au grade de la médaille de bronze :

M. **MBOUMBA (Jean-Louis)**

Les droits de chancellerie prévus par les textes en vigueur sont applicables.

**Décret n° 2016-392 du 31 décembre 2016.**

Sont décorés, à titre exceptionnel, dans l'ordre de la médaille d'honneur des donneurs de sang :

Au grade de la médaille d'or :

M. **LOEMBA NIAMBI (Pascal)**

Au grade de la médaille d'argent :

Mmes :

- **NYELLELLE (Francisco)**
- **LOEMBA M'PADOU (Juliette Laure)**

M. **NGAWA BOLENGE**

Mme **NDONDA (Delphine)**

Au grade de la médaille de bronze :

MM. :

- **ONOUAKI (Arnaud)**
- **NGAKOUENE BAKADIO (Carlile)**

Mme **TCHILLENDO (Ursula)**

MM. :

- **OTIERENGON (Hector)**
- **KIMENE (Merci-Dieu)**

Mme **MANKESSI (Alhny)**

MM. :

- **MALONGA (Desty Clément)**
- **BIASSALA (Stève)**
- **BAYONNE (Daphtone Lambert)**

La Fondation **MAKOUELA LOEMBA (Germaine)**

Les droits de chancellerie prévus par les textes en vigueur ne sont pas applicables.

ELEVATION ET NOMINATION

**Décret n° 2016-383 du 31 décembre 2016.**

Sont élevés, à titre exceptionnel, dans l'ordre du mérite congolais :

A la dignité de grand officier :

Mme **MILANDOU née KANDZA (Jocelyne Marie Berthe)**

MM. :

- **MABIALA (Pierre)**
- **COLLINET MAKOSSO (Anatole)**

Mme **MOUGANY (Yvonne Adélaïde)**

MM. :

- **NGANONGO (Calixte)**
- **COUSSOUD MAVOUNGOU (Martin Aimé Parfait)**
- **MOUNGALLA (Thierry)**
- **OBENGA (Théophile)**
- **TENGO (Laurent)**
- **ILOKI (Léon Hervé)**
- **IBARA (Jean-Rosaire)**
- **KOKO (Jérôme)**
- **BHALAT (Séraphin)**
- **MABOUNDOU (Rigobert)**
- **FYLLA SAINT EUDES (Antoine Thomas Nicéphore)**

Mme **OKOUMOU (Véronique)**

MM. :

- **PASSI (Pierre)**
- **LEFOUOBA (Grégoire)**
- **OYALI (Martin)**
- **BANTSIMBA (Dieudonné)**
- **MAMINA (Cyprien Sylvestre)**
- **NGOMA (Félix)**
- **KANOHA ELENGA (Louis)**

Colonels :

- **NGUESSO (Edgard Serge Ruffin)**
- **NIAMENAY (Davy-Etienne)**

Sont nommés, à titre normal, dans l'ordre du mérite congolais :

Au grade de commandeur :

MM. :

- **OKOUNDJI (Gabriel)**
- **THYSTERE TCHICAYA (Jean Marc)**
- **MAMPOUYA HELLOT (Matson)**
- **KOLELAS (Euloge Landry)**
- **NGANFOUOMO (Charles)**
- **PEA ONDONGO (Stévie)**

Mme **ADOU NGAPI (Cornelie Gabrielle)**

MM. :

- **TCHIGNOUMBA (Paul)**
- **ZOULA (Daniel)**
- **GUILLOND (Aimé Clovis)**
- **ONDONGO (Jean Ruffin Marcel)**
- **NGATSE (Raphael)**
- **TAMBA-MABIALA (Victor)**
- **BOUYA (Prosper Alain)**
- **BALANDAMIO (Florent)**

- **AKA-EVY (Jean Luc)**
- **GOMES (Alexis Vincent)**
- **BOUKONO (Jean Claude)**
- **ITOUA OYONA (Pascal)**
- **TCHISSAMBOT MAKOSSO (Nestor)**

Mme **EWOLO née INGOBA (Antoinette)**

MM. :

- **ONDELE (André)**
- **AKOUALA MPAN (Emmanuel)**
- **BOUITI-VIAUDO (Gervais)**
- **NGAKOSSO (Antoine)**
- **MASSAMBA DEBAT (Robert)**
- Mme **MBOULOU née ISSONGO (Monique)**

MM. :

- **KANGA (André)**
- **GOSSAKI (Roger)**

Mme **SASSOU-N'GUESSO (Sandrine)**

MM. :

- **NDEKO (Serge Marie Aimé)**
- **BILOMBO SAMBA (Jean Blaise)**
- **BALE (Raymond Serge)**
- **BOKAMBA (Serge Saturnin)**
- **OSSEY (Jean Pierre)**
- **BIKOUMOU (Bienvenu Roland Michel)**
- **MONDELE (Juste Désiré)**
- **GASSACKYS (Ferréol Constant Patrick)**
- **SAMA (Pierre)**
- **ESSO (Raoul)**
- **MARINI (René Pierre)**

Colonels :

- **OLLITA (Landry Simplicie Euloge)**
- **IGNOUMBA (Aimé)**
- **IKENGA (Joseph)**
- **N'GATSE (Raphaël)**
- **OLANGUE (Gildas)**

Au grade d'officier :

Mme **DIALLO FATOUMATA (Binta Tidiane)**M. **ILOKI (François Jacques)**

Mmes :

- **INGANI (Ines Bertille Nefer)**
- **DOUKAGA (Destinée Hermella)**

M. **BATI (Benoît)**Mme **EBOUKA-BABACKAS (Ingrid Olga Ghislaine)**

MM. :

- **MOTTOM MAMONI (Léonidas Carrel)**
- **IBOMBO (Léon-Juste)**
- **NKOUA (Jean-Louis)**

- **MAKAYA (Benjamin)**
- **OMINGA (Raoul Maixent)**
- **LEKAKA (Sylvain)**
- **IBATA GASSAKI (André Hugues)**
- **OBILI (Wilfried Magloire)**
- **GNEKOUMOU-LIBABA (Anselme Ludovic)**
- **MONGO ETSION (Rémy)**
- **OPA KIELLE (Hombé)**
- **NDINGA (Mathias Marie Adrien)**
- **IPPET LETEMBET (André Appolinaire)**
- **NGOMBA LIBOLI**
- **MONTSAGNA (Jean Marie)**
- **OKANDZE (Célestin)**

Mme **ITOUA (Edith Antoinette)**

MM. :

- **MBOSSA (André)**
- **DANGA ADOU (Jean Bruno)**
- **ODOU (Xavier Cyrille)**
- **AYEMBA (Lucien Bernard)**
- **MAKOSSO (Georges Xavier)**

Mmes :

- **MANCKOUNDIA (Brigitte Olga Ida Otilde)**
- **MIEMBA (Delphine)**
- **OBA (Michelle Cyrine)**

MM. :

- **IFOKO (Lambert)**
- **ODESSI (Mathieu)**
- **MADY-GOMA (Jean Valère)**
- **OKANDZA (Jean-Christophe)**
- **TSIABAKA (Théophile)**
- **KOCKO (Innocent)**

Mme **NDINGA ANDELI (Françoise)**

MM. :

- **MIALOUNDAMA (Fidèle)**
- **GHOMA (Robert)**
- **SAMBA (Albert)**
- **KOUNGA (Michel)**

Mme **OBOA née OWORO (Lydie Delphine)**

MM. :

- **OKOKO (Florent Michel Serge)**
- **OBONGUI (Basile)**
- **BAYENI (Alain)**
- **ZEPHO (Karl Aymar Arnaud)**

Mme **OPA-ELION (Emma Mireille)**

MM. :

- **OSSAKETO (Arcial Rufin Bienvenu)**
- **METALA (Maurice)**
- **NTADY (Jean Omer)**
- **TCHICAYA BALOU (Jonas)**

- **FOUTOU (Maxime)**
- **COUSSOUD (Jean Pierre Aubin)**

- Mme **OBOA-KOUMOU (Marie Josée)**

MM. :

- **DIBAS-FRANCK (Eric Olivier Sébastien)**
- **HAFEDH (Cherif)**
- **BOUNSANA (Didier Jean Noël)**
- **OVIEBO-ETHAI (Antoine)**

Mme **BOKILO née DZIA LEPFOUNDZOU Amélia Flore Régine)**

MM. :

- **PANZOU BOUYOU (Antoine)**
- **OBAMI (Alphonse)**
- **POUTI (Jean Baptiste)**
- **SAFOUESSE MAKAYAT (Lazare)**
- **YANDOMA (Clément)**
- **EPENY-OBONDZO (Eric)**
- **BAYALAMA (Sylvain)**
- **MONDELE MBOLA (Denis)**
- **OKIO (Joseph Luc)**
- **MALONGA (Raphaël)**

Mme **NGONDO née EKAKA (Gisèle)**

MM. :

- **EMBONDZA (Delphin)**
- **POH (André)**
- **MAPINGOU (Paul Alexandre)**

Colonel **NZABA (Michel)**

MM. :

- **LETEMBET (Marie Joseph)**
- **NGAKOSSO (Jean)**

- Mme **CONKO (Jacqueline)**

MM. :

- **OKOMBI (Auxence Léonard)**
- **MBOUANI (Pascal Claude)**
- **EPOUERY (Eloi Virgile)**
- **BOBONGO YBARATH (Faustin)**
- **DZOTA (Florent Serge Christian)**
- **TCHICAYA (Bernard)**

Mmes :

- **NGAMPIO Née KOUPITA TCHILOUMBOU (Denise)**
- **MALILA (Blandine)**

MM. :

- **MAKANGA (Vincent)**
- **KOUTOUNDOU (Jacques)**
- **BANI (Grégoire)**

Mme **IPPOLO née KOULINKA (Solange Anne)**



MM. :

- **POATY (Sébastien Brice)**
- **IBOMBO (Jean-Pierre)**
- **BATCHI (Fortuné)**
- **MOUNIAKA (Auguste)**
- **NKOUKOU (Alphonse)**
- **NGAKOSSO (Jean Tiburce)**
- **AMBENDET (François)**
- **ELENGA (Pacôme)**
- **MAVOUNGOU (Athanase)**
- **MAKITA (Parfait Chrisostome)**
- **MAKOSSO (Jean Jacques)**
- **YANDOUMA (Honoré Noël)**
- **AISSI (Emile Joseph)**
- **LOUNDOU (Henri)**
- **MALIE (Paul)**
- **MOLOMBA (Léopold)**

Mme **NGOULOU née ALIMA KAMARA**

MM. :

- **OPERA KANGA (Christophe)**
- **ESSANGO (Mathieu)**

Colonels :

- **SAMY (Antonio)**
- **OSSAKETO (Alphonse Brice)**
- **NGOKA AYEBA (Sylvère Edgard)**
- **NZABA (Michel)**

Lieutenant-colonel **GOBELA (Sosthène Bertrand)**Commandant **NGOBO ICKOLLO Armel (Gildas)**Capitaine **KELEBA (Romain)**

Au grade de chevalier :

M. **MVOULA-TSIERI (Michel)**

Mmes :

- **AKIERA (Nyvia Faïda)**
- **BOUESSO-ETOKA (Claudie Rachel)**

M. **ONLANGUE (Ludovic)**

Mmes :

- **BAKOU (Arlette Raymonde)**
- **NONAULT KIBONIT (Linda Nadège Caroline)**

MM. :

- **MBERI (Daniel)**
- **MANOUMBA ONDELI (Roland)**
- **GOMA (Anatole)**

Mme **ANZIKOU (Micheline)**M. **TCHISSAMBOU (Hervé)**Mme **TCHIGNOUMBA (Viviane Sylvie)**

MM. :

- **LOUTSONO (André Desiré)**

- **MOULOINGUI (Mathieu)**
- **OVOUNDARD (Amedée Hilaire)**

Mme **OUAMBA-AWOLA Michelle Célestine**

MM. :

- **EHOKAPOKO (Appolinaire Joseph)**
- **MAKANY LUYINDULA (Gilles Davy)**
- **BATANGOUNA (Auguste)**
- **MIKIA-DEBA (Daniel)**
- **MONDELE MBOUMA (Serges Gaston)**
- **NTSIMBA DIAKABANA (Guy Roland)**

Mme **OGNELET (Clodia Sylvie Flore Mireille)**

MM. :

- **NGATSONO (Raphaël)**
- **SIOLO NDEMVOKOLO (Franck Parfait)**
- **MOLONGANDZEYI (Daniel)**
- **AKOLI (Emmanuel)**
- **EWOKO (Bienvenu)**
- **BASSOUKISSA (Laurent Edgard)**
- **SITOU (Léonard)**
- **KEBE (Eugène)**
- **MOUANDZIBI (Paul Nestor)**
- **ABEDINE (Ange de Dieu)**
- **OKOUMOU LEVA (Auguste Séraphin)**
- **NGUENGUE (Emile)**
- **ETOU (Paul)**
- **NGOULOU (Boniface)**
- **MALONGA (Albert)**
- **OBEL OKELI (Patrick)**
- **IBATTA (Jean-Marie)**

Mme **SITA (Bernadette)**

MM. :

- **BIANGOU NDINGA (Joseph)**
- **MOUSSIESSE**
- **OTTEMBONGOT IBIA (Félicité)**
- **SITTA (Desiré)**
- **MADIKI (Damien)**
- **COULIBALY (Karim)**
- **EL-BEZ (David Philippe Sauveur)**
- **MBOUMBA (Dieudonné)**

Mme **DE MARTINEZ (Melba Palmera Cécilia)**

MM. :

- **BOUANGA (Guy Gervais)**
- **NKEOUA (Grégoire)**
- **KESSY (Guy Serge)**
- **FOURIKA (Franck)**
- **PALA BILENDO (François)**
- **KIMBALOULA (Léonard)**
- **ILOKI (Florent)**

Mme **ODIER (Perrine)**

MM. :

- **BOUNDZANGA (Georges Claver)**

- **DAHO (Antoine)**
- **ELENGA (Modeste)**
- **YOUHOU (Philippe)**
- **MOUNGALLA (Yves Patrick)**
- **NGANGA BOUKA (Laguerre)**
- **TCHIBINDA (Jean Louis)**
- **MBERE BOYA (Landry Claude Bernard)**
- **TCHITCHELLE (Romain)**
- **MOUTHOU (Jean Luc)**
- **MBEMBA TALANSI (Fulgence)**
- **IKAMA (Jean Jacques)**
- **OSSIBI (Joseph)**
- **LOUBASSOU (Jean Marie Chrysostome)**

Mme **IVOUTOUHI** née **YIRAMA PEMBA (Clarisse)**

MM. :

- **EBINA (Cyr)**
- **KEBA (Guy)**
- **LEKAKA (Valdis)**
- **MOUDZOUMA (Alfred)**
- **OBINDZA (Jacques)**
- **NGOLO**
- **MABIALA (Jacques)**

Mme **BIKOU MBYS (Christine)**

MM. :

- **NZIENGUI MABIKA (Camille)**
- **ATSA (Mathurin)**

Mme **TCHICHELLE NTULA (Elena)**

MM. :

- **BONGHO (Marcellus Boniface)**
- **OBA (Onésiphore Raymond)**
- **KIMPALA (Gaspard)**
- **BOUKAKA (Etienne Charles)**
- **KOUKA (Roland Claude)**
- **MENGA (Henri)**
- **MOUNZEO BREITZER (François)**

Mme **GONGARAD NKOVA (Edith Clara Dominique)**

MM. :

- **MONKA (Max Henri)**
  - **OSSETE (Brunot)**
- Mme **MOUAYA (Gertrude Stéphanie)**

MM. :

- **NGOMA (François)**
- **FERNANDES (Jean Claude)**
- **DENGUET ATIKI (Gilles)**
- **DJIMBI POATY (Gilbert)**
- **DZON (Ruffin Maximin)**
- **WABOUTOUKANABIO (Jocelyn Francis)**

Colonel **ZHAO HANGBO**

Lieutenant-colonel **MALANDA Edgard Brice Sosthène**

La société forestière **SICOFOR**

Les droits de chancellerie prévus par les textes en vigueur ne sont pas applicables pour les élévations à titre exceptionnel.

**Décret n° 2016-385 du 31 décembre 2016.**

Sont élevés à titre exceptionnel dans l'ordre du dévouement congolais :

A la dignité de Grand-officier :

MM. :

- **ONDONGO (César Norbert)**
- **MANDOUNOU-KIMINOU (Bernard)**
- **TA-LIANE-TCHIBAMBA (Ignace)**

Sont nommés à titre normal dans l'ordre du dévouement congolais :

Au grade de Commandeur :

Mme **DJOUOB BOKOKO (Sylvia)**

MM. :

- **NSONDE-MONDZIE (Philippe)**
- **OPEPE (Thierry-Lambert)**

Au grade d'officier :

M. **KONDAKA MOKOMBI (Joseph)**

Mmes :

- **IBATA** née **AKENANDE (Christiane Marguerite)**
- **LOCKO (Bernadette Clémence)**

MM. :

- **MOUNTSO-LELE (Bruno Brice)**
- **BANY (Roland Frédéric Didier)**
- **GANGA-ZANDZOU (Ulrich Jeanin Aymar)**

Mme **MANTETO** née **ODJOLA (Alexandrine)**

M. **AKOUNDZE (Wilfrid Armand)**

Mme **NANITELAMIO (Caddy Elisabeth)**

MM. :

- **NTANDOU (Jean Claude)**
- **OBANZA ILOKI BOIRANDJI (Horus)**
- **BIZINGA (Maurice)**
- **KALLYT (Marc Vincent De Paul)**
- **NKOUKA (Nazaire)**
- **BOUELA (Joseph)**
- **GNOUNGOU (Gaspard)**
- **TOUNDA (Jean De Dieu)**
- **LEMBEMOKO (Auguste Urbain)**
- **ONDONDA (Casimir)**
- **DZONDAULT (Jean Pierre Michel)**
- **ATIPO IBARA (Blaise Irenée)**
- **LOUSSAMBOU (Antoine)**
- **ISSOÏBEKA (Raphaël)**
- **DIDI-NGOSSAKI (Hermann Boris)**

- MONTEAGUDO BARRETO (Mabel)
- KITEMBO (Lambert)
- EBENGA (Norbert)
- ESSOVIA (Léon Benoît)
- SOGNI NZAOU (Florent)
- PASSY-GOMA (Guy Wilfrid)
- MONGO ETSION (Rémy)
- MANTOUMPA POLLO (Prosper Guy Hector)

Mme **MAKOUNDOU (Pascaline)**

MM. :

- EWENGUE (Alain Bernard)
- NTSA (Edgar Gaëtan Riad)
- NGOUAKA (Jean Pierre)
- MABIOKO BOUKALA (Emile)
- BATINA (Célestin Jean Raphaël)
- PORTELLA (Victoire)

Mme **ITOUA-APOYOLO (Chantal Maryse)**

MM. :

- MOWELLE (Jean Marie)
- MANIENZE (Frédéric)
- ITOUA-YOCKA (Josias)
- BWASSI (Florent)
- MONTOLE (Symphorien)
- NANGHO (Serge Louis)
- MAKAYA BATCHI (Roméo Boris)
- TATI SONA (Firmin)
- PASSY-GOMA (Guy Wilfrid)
- KANGA (Alain Frédéric)
- EKOMBI (André)
- DIAMOUNZO-KIONGA (Jean-Baptiste)
- MBOUSSA (Albert)
- MOUBOUNDOU (Léonard)
- ELENGA (Grégoire)
- METALA (Maurice)
- EVOUNDOU (Euloge Guy Patrice)
- PAMBOU-TCHILOEMBA (Marcel)
- ONGOUYA (Edouard)
- OBANDA (François)
- DIALI-KOUMBA (Marcel)
- EBOUGNAKA - NGATSEKE (Simon-Pierre)
- MOUNI (Dominique)
- ELENGO (Francis)
- TSIBA (Marcel)
- MAVOUNGOU (Julien)
- COURTAT (Jean-de-Dieu)
- MASSENGO (Jean)
- BANDZOUSSI (Joseph)
- MABIKA (Gaston)
- BISSEMO (Appolinaire)
- BOBOT (Pascal Edmond)

Capitaine **DIANANGANA (Fermat Gide Eric)**

Au grade de chevalier :

MM. :

- **AWENE (Armand Firmin)**

- **NGAKOSSO-ELANGUE (Robert)**

Mmes :

- **AMBIERO née ALIANDZIA (Gisèle Marie Gabrielle)**
- **KODIA BIYENDOLO (Marie Chantal)**

M. **NGANDZIAMI-NGAMBOU (Justin Simplicie)**

Mme **DIMI (Jeanne)**

MM. :

- **MABIKA NGASSAKI (Jusvi Didier)**
- **MAMBOUKOU (Alain Wilfrid)**
- **ADOUA (Basile)**
- **MBANI (Bertin)**
- **AYESSA (Gilbert Romain)**
- **YETELA (Médard)**
- **MOUKASSA (Serge Stéphane)**
- **OSSERE-OKO (Pierre)**
- **KOUBONDIKILA (Paul)**
- **ITOUA (Alain Benoît)**
- **KIALOUNGOU (Lin Cloud Darius)**
- **KANOUAYE KANYI (Manassé)**
- **POUMBOU (Frédéric)**
- **EWOLO (Guy wilfrid)**

Mmes :

- **SOMBOKO (Suzanne)**
- **OBONDO (Henriette)**

MM. :

- **SAMBA (Saviniet)**
- **PEDRO (Antonio Pinillos Viera)**
- **GANGA (Jean Fulbert)**

Mme **NZOUTANI (Roberte)**

M. **OUALEMBO MOUNTOU (Ghislain Roch)**

Mme **BAMBI-KOUNDI (Varneylie)**

M. **NGOYO (Etienne)**

Mme **DIAGNE née KOLELAS (Emeline)**

MM. :

- **ELENGA AKEMY (Florian)**
- **IMBALO (Lambert)**
- **OPIKA (Emile)**
- **MANKESSI (François)**
- **FOUTY (Martial)**
- **NGOMA (Grégoire Jourdain)**
- **MOUDINGA (Fulbert)**
- **SAMBA (Arsène Fidèle)**
- **OTSOU (Séraphin)**
- **OBAMBI (Marcel)**
- **LEPEBE (Brice Merlin)**
- **DISSISSA (Aloyise)**
- **MAGEMA (Joachim)**
- **MOUTETE (Joseph)**

Mme **MILANDOU (Adolphine)**

M. **AWANDZA (André Bernard)**

Mme **SALA LOUPANGOU (Stracy Sandrine)**

MM. :	Mmes :
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>MAVOUNGOU (Joseph)</b></li> <li>- <b>ONDAYE (Sixte Lézin Césaire)</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>MBANI (Arlette Olga)</b></li> <li>- <b>MBEMBA (Nadine Marie-Claude)</b></li> </ul>
Mmes :	MM. :
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>MAKAYA NDZONDO (Clèves)</b></li> <li>- <b>NKAKOU (Laeticia)</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>MOUKILA (Joseph)</b></li> <li>- <b>MONKA (Marcel)</b></li> <li>- <b>KIMBOLO (Aubin)</b></li> <li>- <b>DIANINGA (Célestin Aimé)</b></li> <li>- <b>KOUD (Jean)</b></li> </ul>
MM. :	La Société Forestière <b>MOKABI</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>ISSANGA (Armand)</b></li> <li>- <b>MVOULA TSIERI (Michel Didas)</b></li> <li>- Mme <b>BAKINDISSA NSIKA (Joséphine)</b></li> </ul>	Les droits de chancellerie prévus par les textes en vigueur ne sont pas applicables pour les élévations à titre exceptionnel.
MM. :	NOMINATION
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>ANDZEMO (Corinne)</b></li> <li>- <b>OFAMALEKOU (Ghislain Urbain)</b></li> <li>- <b>GAMPIO (Jean)</b></li> </ul>	<b>Décret n° 2016-384 du 31 décembre 2016.</b>
Mmes :	Est nommé, à titre exceptionnel, dans l'ordre national de la paix :
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>OSSOUALA (Aimée Brigitte)</b></li> <li>- <b>MOKOKI née BOO (Ruthie)</b></li> </ul>	Au grade de commandeur : M. <b>BOUKA (Henry)</b>
MM. :	Les droits de chancellerie prévus par les textes en vigueur ne sont pas applicables.
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>BATCHI (Euloge Cyr)</b></li> <li>- <b>NGOMBE MALOTITA (Georges)</b></li> <li>- <b>MOYABAT NOUMAZALAY (Franck Linda)</b></li> <li>- <b>ONGAGOU MBANGUY (Roch Serge)</b></li> </ul>	<b>MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL</b>
Mme <b>TCHIKAYA (Dieudonné)</b>	NOMINATION
MM. :	<b>Décret n° 2016-379 du 30 décembre 2016.</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>NGANGA (Daniel)</b></li> <li>- <b>IBARA (Luther Charlemagne)</b></li> </ul>	Sont nommés à titre définitif pour compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2017 (1 <sup>er</sup> trimestre 2017) :
Mme <b>NGAMPIKA (Rose Marguerite)</b>	<b>MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL</b>
MM. :	POUR LE GRADE DE : COLONEL DE POLICE
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>OKOUNGA (Jérémi)</b></li> <li>- <b>EWONGO (Siméon)</b></li> <li>- <b>MOKIEMO (Jean Félix)</b></li> <li>- <b>NKOUA (Albert)</b></li> <li>- <b>ADOUA MBONGO (Sidney Aubrey)</b></li> <li>- <b>MALOUKOU (Paul)</b></li> <li>- <b>NGOUEDE (Biaise Edouard)</b></li> </ul>	1 - CAB – MIDDLE
Mme <b>BATCHI (Pulchérie)</b>	CABINET
M. <b>TSIOULA (Adrien)</b>	SECURITE
Mme <b>NONAULT (Yolande Gisèle)</b>	Lieutenant-colonel de police <b>OBA (Cyr)</b> MIDDLE
MM. :	II - DIRECTION GENERALE DE LA POLICE
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>MOUTSOU (Gilbert)</b></li> <li>- <b>ELONGO (Philippe)</b></li> <li>- <b>KIMBADI (Pierre Félix)</b></li> <li>- <b>IBARA (Jean-Baptiste)</b></li> <li>- <b>ADICOLLE GOUM (Gustave Fulgence René)</b></li> </ul>	DIRECTIONS DEPARTEMENTALES
	COMMISSARIAT
	Lieutenant-colonel de police <b>ONDOUO (Augustin)</b> DDP/KL

III - DIRECTION GENERALE DE LA SURVEILLANCE  
DU TERRITOIRE

DIRECTIONS DEPARTEMENTALES

SECURITE

Lieutenant-colonel de police **ANGOLO (Yvon Joseph)**  
DDST/BZV

IV - DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE  
CIVILE

DIRECTIONS SPECIALISEES

SAPEURS-POMPIERS

Lieutenant-colonel de police **TCHIBINDA (Jean Claude)**  
DGSC

V - DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION  
FINANCES ET EQUIPEMENT

STRUCTURES RATTACHEES

INFORMATIQUE

Lieutenant-colonel de police **MAVOUNGOU (Frédéric Eugène)**  
SI/DGAFFE

VI - INSPECTION GENERALE DE LA POLICE  
NATIONALE

CABINET

SECURITE

Lieutenant-colonel de police **KIGNOUNGOU (Jean)**  
IGPN

POUR LE GRADE DE : LIEUTENANT-COLONEL  
DE POLICE

CAB -MIDDL

CABINET

SECURITE

Commandant de police **DZO (Jean Lucien Romuald)**  
MIDDL

II - DIRECTION GENERALE DE LA POLICE

A - ADMINISTRATION CENTRALE

SECURITE

Commandant de police **BAYIZA (Alexis Fernand)**  
DGP

B - DIRECTIONS CENTRALES

COMMISSARIAT

Commandant de police **NGOBO ICKOLLO (Armeli Gildas)**  
DSF/DGP

C - DIRECTIONS DEPARTEMENTALES

COMMISSARIAT

Commandants de police :

- **BAZONGUELA SITA (Baudelin Armel)** DDP/BZV
- **AMPA-MONGO (Daniel)** DDP/KL
- **MFIKOU (Donatien)** DDP/POOL

III - DIRECTION GENERALE  
DE LA SURVEILLANCE DU TERRITOIRE

DIRECTIONS DEPARTEMENTALES

SECURITE

Commandant de police **MFERE (Jean Claude)** DDST/SGH

IV - DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION

FINANCES ET EQUIPEMENT

STRUCTURES RATTACHEES

a) - SECURITE

Commandant de police **MONKIE (Benoit)** DCP/DGAFFE  
b) - POLICE GENERALE

Commandant de police **KALLA-KAYA (Jean Grégoire Laurent)**  
DE/DGAFFE

V - INSPECTION GENERALE DE LA POLICE NATIONALE

CABINET

SECURITE

Commandant de police **MOUKOKO (Benjamin)** IGPN

POUR LE GRADE DE : COMMANDANT DE POLICE

I - CAB - MIDDL

CABINET

a) - ADMINISTRATION

Capitaine de police **MOKOKO (Rex Ghislain)** MIDDL

## b) - SECURITE

Capitaines de police :

- **DIMI (Jean Michel)** MIDDLE
- **OBONGA (Serge Bertin Fructueux)** MIDDLE
- **OMINGA (Paul)** MIDDLE

## II - DIRECTION GENERALE DE LA POLICE

## A - GROUPEMENT

## POLICE GENERALE

Capitaine de police **BASSAMBOKA-MOTANDO (Ghislain Raoul)** G.M.P

## B - UNITES ORGANIQUES

## POLICE GENERALE

Capitaine de police **LEPO (Abel Martial)** UGF

## C- DIRECTIONS DEPARTEMENTALES

## a)- POLICE GENERALE

Capitaines de police :

- **TATI (Yannick)** DDP/BZV
- **MBOUSSA (Alain Zéphirin)** DDP/KL
- **DZOKO-MBAKOU (Rodolphe Bienvenu)** DDP/BENZ
- **KORHO (Albert)** DDP/POOL

## b) - COMMISSARIAT

Capitaine de police **NKOUNKOU (Paul Remus)** DDP/SGH

## III - DIRECTION GENERALE DE LA SURVEILLANCE DU TERRITOIRE

## DIRECTIONS DEPARTEMENTALES

## ADMINISTRATION

Capitaine de police **MAKAMBA (Guy François)** DDST/LEK

## IV - DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE CIVILE

## DIRECTIONS SPECIALISEES

## SAPEURS-POMPIERS

Capitaine de police **BONAZEBI (Alphonse)** DGSC

## V - DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION FINANCES ET EQUIPEMENT

## STRUCTURES RATTACHEES

## ADMINISTRATION

Capitaine de police **OKAMBA (Gisèle Delphine)** DFI/DGAFE

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public, le ministre de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

**Arrêté n° 13050 du 30 décembre 2016.**

Sont nommés à titre définitif pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 (1<sup>er</sup> trimestre 2017) :

POUR LE GRADE DE : CAPITAINE DE POLICE

## I - CAB -MIDDLE

## CABINET

## a - SECURITE

Lieutenants de police :

- **LEBELA (Norbert)** MIDDLE
- **ONDELE (Espoir Saint Clair)** MIDDLE
- **MOUNDZIA (Christian Benigne)** MIDDLE

## b - POLICE GENERALE

Lieutenant de police **VESSET (Chris Emery)** MIDDLE

## DIRECTION GENERALE DE LA POLICE

## A - ADMINISTRATION CENTRALE

## a) - ADMINISTRATION

Lieutenant de police **MOUELE MOUKOUAMA (Herman Morestel)** DGP

## b) - SECURITE

Lieutenant de police **DEKAMO-KAMARA (Hamed Mallaz)** DGP

## c) - COMMISSARIAT

Lieutenant de police **OGNIMBA-KOUMOU (Alph Trésor)** DGP

## B - GROUPEMENT

## a) - INFANTRIE AEROPORTEE

Lieutenant de police **BOUSSA-GOLO (Gaétan Théodule)** DGAP

## b) - POLICE GENERALE

Lieutenants de police :

- **MFOUD LEYA (Doudou)** G.M.P
- **MAKANGA (Caroline)** DGAP

## c) - COMMISSARIAT

Lieutenant de police **OMPERE SIKA (Alban Gandhi)** G.M.P

## C - UNITES ORGANIQUES

## INFANTERIE AEROPORTEE

Lieutenant de police **OBA (Serge Symphorien)** UGF

## D - DIRECTIONS CENTRALES

## a) - INFANTERIE AEROPORTEE

Lieutenant de police **MBOUNDZA (Symphorien)**  
DPJ/DGP

## b) - COMMISSARIAT

Lieutenant de police **BIKOUMOU NKOUNKOU (Rock)**  
DSF/DGP

## E - DIRECTIONS DEPARTEMENTALES

## a) - INFANTERIE AEROPORTEE

Lieutenants de police :

- **OKANA (Sosthène)** DDP/KL
- **IKAPI (Xavier)** DDP/LEK
- **ELENGA (Zéphirin)** DDP/SGH

## b) - SECURITE

Lieutenant de police **OSSEBI (Christian)** DDP/BZV

## C) - POLICE GENERALE

Lieutenants de police :

- **KASSADIOKO TOKONDZABA (Serge)** DDP/BZV
- **LOUZOLO MATOUNGOUNA** DDP/BZV
- **OLEA (Marie Joseph)** DDP/KL
- **MBEMBA (Friedrich Chrisdydey)** DDP/KL
- **NGASSAKI (Juslin Marius)** DDP/KL
- **NGONDORO IKEKE (Brice Gatien)** DDP/NRI
- **MOUSSAVOU POUTY (Serge Blanchard)**  
DDP/C-O

## d) - COMMISSARIAT

Lieutenant de police **ASSOURA (Léonard)** DDP/POOL

III - DIRECTION GENERALE DE LA SURVEILLANCE  
DU TERRITOIRE

## DIRECTIONS DEPARTEMENTALES

## a) - ADMINISTRATION

Lieutenants de police :

- **MOUBIE (Brice Gervais)** DDST/BZV
- **EYITA (Constant Franck)** DDST/C-O

## b) - SECURITE

Lieutenants de police :

- **TEMPE KOUYEBANA (Lutte)** DDST/BZV
- **AMBOULOU (Mathias)** DDST/BENZ
- **MABIALA GOUTOU (Gatien Roland)** DDST/SGH

IV - DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE  
CIVILE

## DIRECTIONS DEPARTEMENTALES

## SAPEURS-POMPIERS

Lieutenant de police **MAKISSA TSIBA (Jean Bruno)**  
DDSC/BZV

## V - DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION

## FINANCES ET EQUIPEMENT

## STRUCTURES RATTACHEES

## a) - ADMINISTRATION

Lieutenant de police **MPINI (Marcel)** EN/DGAFE

## b) - SECURITE

Lieutenants de police :

- **KANI (Jacque Bruno)** DGAFE
- **NGASSAKI (Davy Florent)** CS/DGAFE
- **OMINGA (Thimoléon)** CS/DGAFE
- **MAKELE (Didace)** CS/DGAFE

## c) - POLICE GENERALE

Lieutenant de police **BIKAKO (Thomdalas Corneille)**  
DE/DGAFE

VI - INSPECTION GENERALE  
DE LA POLICE NATIONALE

## CABINET

## POLICE GENERALE

Lieutenant de police **GOMATSINGA (Blanchard)**  
IGPN

POUR LE GRADE DE : LIEUTENANT DE POLICE

## I - CAB - MIDDLE

## CABINET

## SECURITE

Sous-lieutenant de police **GAPORAUD OBBA (Kamia)**  
MIDDLE

## II - DIRECTION GENERALE DE LA POLICE

## A - DIRECTIONS CENTRALES

## a) INFANTERIE MECANISEE

Sous-lieutenant de police **MBONGO (Gervais Luc Blaise)** DPJ/DGP

## b) - INFANTERIE AEROPORTEE

Sous-lieutenant de police **NGO (Sylvain Marie Bertin)** DSF/DGP

## B - DIRECTIONS DEPARTEMENTALES

## a) - INFANTERIE MECANISEE

Sous-lieutenants de police :

- **LIPAHOU (Constant)** DDP/BZV
- **ESTACHY (Willy)** DDP/LEK

## b) - INFANTERIE AEROPORTEE

Sous-lieutenant de police **MILONGO (Lazare)** DDP/NRI

## c) - POLICE GENERALE

Sous-lieutenants de police :

- **SAMBA KHANY (Jérémy Dieudonné)** DDP/BZV
- **MBOUSSA OSSALA (Alfred)** DDP/KL
- **ELENGA (Emmanuel)** DDP/KL
- **ELENGA GALEBAYE DZOTH** DDP/NR

## III - DIRECTION GENERALE DE LA SURVEILLANCE DU TERRITOIRE

## DIRECTIONS DEPARTEMENTALES

## SECURITE

Sous-lieutenant de police **MBAMA OKONDZO** DDST/BZV

## IV - DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE CIVILE

## DIRECTIONS SPECIALISEES

## a) - SECURITE

Sous-lieutenant de police **MFOUROU (André)** DGSC

## b) - SAPEURS-POMPIERS

Sous-lieutenant de police **DIBONGA (Serge Delphin)** DGSC

## V - DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION FINANCES ET EQUIPEMENT

## STRUCTURES RATTACHEES SECURITE

Sous-lieutenant de police **NTSIBA (Anatôle)** DAM/DGAFE

Les directeurs généraux et l'inspecteur général de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

## AUTORISATION

**Arrêté n° 13134 du 31 décembre 2016** autorisant à titre exceptionnel l'acquisition et la détention d'une arme de la quatrième catégorie à M. **OKEMBA MALOT**

Le ministre de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 48-83 du 21 avril 1983 définissant les conditions de la conservation et de l'exploitation de la faune sauvage en République du Congo ;

Vu la loi n° 49-83 du 21 avril 1983 fixant les différentes taxes prévues par la loi n° 48-83 du 21 avril 1983 ;

Vu l'ordonnance n° 62-24 du 16 octobre 1962 fixant le régime des matériels de guerre, d'armes et des munitions ;

Vu le décret n° 85-879 du 6 juillet 1985 portant application de la loi n° 48-83 du 21 avril 1983 ;

Vu le décret n° 2003-146 du 4 août 2003 portant attributions et organisation de la direction générale de l'administration du territoire ;

Vu le décret n° 2015-179 du 21 janvier 2015 portant organisation du ministère de l'intérieur et de la décentralisation ;

Vu le décret n° 2015-394 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre de l'intérieur et de la décentralisation ;

Vu le décret n° 2016-168 du 30 avril 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 3772/MAEF/DEFNRN/BC du 12 août 1972 fixant les périodes de chasse et de fermeture de la chasse en République du Congo.

Arrête :

Article premier : M. **OKEMBA MALOT**, conseiller du ministre de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local, domicilié au n° 16, avenue de La gare des marchandises, Mpila, Ouenzé, Brazzaville, est autorisé à acquérir et introduire une (1) arme de point de marque et aux références ci-après :

- Calibre 22, long riffe
- Nonico JW 15A CN11DEnn°11710826396

Article 2 : Dès qu'il sera en possession de son arme, M. **OKEMBA MALOT** devra se soumettre à la réglementation en vigueur, notamment aux dispositions 2 et 3 du décret n° 60/159 du 27 mai 1960 portant réglementation du port d'armes de la quatrième catégorie.

Article 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 31 décembre 2016

Raymond Zéphirin MBOULOU



**Arrêté n° 13161 du 31 décembre 2016** autorisant à titre exceptionnel l'acquisition et l'introduction de deux (2) armes de chasse à M. **IFOUNDE DAO (Jean de Dieu)**

Le ministre de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 48-83 du 21 avril 1983 définissant les conditions de la conservation et de l'exploitation de la faune sauvage en République du Congo ;

Vu la loi n° 49-83 du 21 avril 1983 fixant les différentes taxes prévues par la loi n° 48-83 du 21 avril 1983 ;  
Vu l'ordonnance n° 62-24 du 16 octobre 1962 fixant le régime des matériels de guerres, d'armes et des munitions ;

Vu le décret n° 85-879 du 6 juillet 1985 portant application de la loi n° 48-83 du 21 avril 1983 ;

Vu le décret n° 2003-146 du 4 août 2003 portant attributions et organisation de la direction générale de l'administration du territoire ;

Vu le décret n° 2015-179 du 21 janvier 2015 portant organisation du ministère de l'intérieur et de la décentralisation ;

Vu le décret n° 2009-394 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre de l'intérieur et de la décentralisation ;

Vu le décret n° 2016-117 du 23 avril 2016 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2016-168 du 30 avril 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 3772/MAEF/DEFNRN/BC du 12 août 1972 fixant les périodes de chasse et de fermeture de la chasse en République du Congo.

Arrête :

Article premier : M. **IFOUNDE DAO (Jean de Dieu)**, attaché financier au cabinet du ministre de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local, domicilié au n° 26 bis, rue Moïse Ekombon, Talangaï, Brazzaville, est autorisé à acquérir et introduire deux (2) armes de chasse de type calibre 12 :

- 1 Forjas taurus : 51x 223701;
- 1 Baïkan MP-18EM-M.

Article 2 : Dès qu'il sera en possession de ses armes, M. **IFOUNDE DAO (Jean de Dieu)** devra se soumettre à la réglementation en vigueur, notamment se munir des permis de port d'arme réglementaire dans les 48 heures de leur acquisition.

Article 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 31 décembre 2016

Raymond Zéphirin MBOULOU

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DE LA COOPERATION ET DES CONGOLAIS  
DE L'ETRANGER**

NOMINATION ET AFFECTATION

**Décret n° 2016-394 du 31 décembre 2016.**

M. **ELENGUE OKONGO (Marc)**, conseiller des affaires étrangères de la catégorie I, échelle 1, 9<sup>e</sup> échelon du personnel diplomatique et consulaire, est nommé et affecté à l'ambassade de la République du Congo à Tokyo (Empire du Japon), en qualité de Conseiller, en remplacement de monsieur **DONGALA (Jérémy)**.

L'intéressé percevra la rémunération et les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 27 avril 2016, date effective de prise de fonctions de l'intéressé.

**Décret n° 2016-395 du 31 décembre 2016.**

M. **KIMANGOU (Michel)**, conseiller des affaires étrangères de la catégorie I, échelle 1, 11<sup>e</sup> échelon du personnel diplomatique et consulaire, est nommé et affecté à l'ambassade de la République du Congo à Abuja (République Fédérale du Nigeria), en qualité de conseiller, en remplacement de monsieur **MALANDA (Maurice)**.

L'intéressé percevra la rémunération et les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 3 mai 2016, date effective de prise de fonctions de l'intéressé.

**Décret n° 2016-396 du 31 décembre 2016.**

M. **MASSOUEME (Albert)**, conseiller des affaires étrangères de la catégorie I, échelle 1, 10<sup>e</sup> échelon du personnel diplomatique et consulaire, est nommé et affecté à l'ambassade de la République du Congo à Malabo (République de Guinée Equatoriale), en qualité de conseiller, en remplacement de madame **MOUGEMBA** née **KIBONGUI-SAMINOU (Anne Marie Rose)**.

L'intéressé percevra la rémunération et les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet pour compter du 29 avril 2016, date effective de prise de fonctions de l'intéressé.

**Décret n° 2016-397 du 31 décembre 2016.**

M. **NGOULOU (Jean Didier Clovis)**, secrétaire des affaires étrangères de la catégorie I, échelle 1, 7<sup>e</sup> échelon du personnel, diplomatique et consulaire, est nommé et affecté à la délégation permanente de la République du Congo auprès de l'ONU à New York (Etats-Unis d'Amérique), en qualité de conseiller d'ambassade, en remplacement de monsieur **MALOUKOU (Paul)**.

L'intéressé percevra la rémunération et les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret, pris en régularisation, prend effet pour compter du 9 septembre 2013, date de prise de fonctions de l'intéressé.

**Décret n° 2016-398 du 31 décembre 2016.**

M. **DOUCKAGA NZENGUI (Nicaise Servais)**, administrateur des services administratifs et financiers (administration générale), est nommé et affecté à l'ambassade de la République du Congo à Addis-Abeba (République Fédérale Démocratique d'Ethiopie), en qualité de conseiller, en remplacement de monsieur **MOSSA MUENENKOUA (Romaric Judicaël)**.

L'intéressé percevra la rémunération et les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 29 septembre 2014, date effective de prise de fonctions de l'intéressé.

**Décret n° 2016-399 du 31 décembre 2016.**

M. **BATANTOU (Sébastien)**, conseiller des affaires étrangères de la catégorie I, échelle 1, 9<sup>e</sup> échelon du personnel diplomatique et consulaire, est nommé et affecté à l'ambassade de la République du Congo à New Delhi (République de l'Inde), en qualité de conseiller, en remplacement de monsieur **KOLELAS KOUKA (Jean Vital Fructueux)**.

L'intéressé percevra la rémunération et les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet pour compter du 3 mai 2016, date effective de prise de fonctions de l'intéressé.

**Décret n° 2016-400 du 31 décembre 2016.**

M. **SAMBA (Guy Corneille)**, administrateur des services administratifs et financiers, est nommé au consulat général de la République du Congo à Tunis (République Tunisienne), en qualité de vice-consul général.

M. **SAMBA (Guy Corneille)** percevra la rémunération et les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret, pris en régularisation prend effet à compter du 15 mai 2012, date effective de prise de fonctions de l'intéressé.

**MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE**

NOMINATION

**Décret n° 2016-393 du 31 décembre 2016.**

Le colonel **EDIO (Jonas)** est nommé adjoint terre de la zone militaire de défense n° 9.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE  
ET PROFESSIONNEL, DE LA FORMATION  
QUALIFIANTE ET DE L'EMPLOI**

SANCTION

**Arrêté n° 12825 du 27 décembre 2016.** En application des dispositions disciplinaires prévues par la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du statut général de la fonction publique modifiée par la loi n° 021 du 30 décembre 2010 portant modification de la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du statut général de la fonction publique, les agents ci-après, de nationalité congolaise, ont été sanctionnés par le conseil ministériel de discipline du 22 décembre 2016 pour les faits dont ils ont été reconnus responsables.

Il s'agit de :

a) Exclusion temporaire de six mois assortie de la transmission du dossier au conseil national de discipline

MM. :

- **KOUMOU (Arnaud Blaise)**, matricule n° 294418 M, surveillant de couloir à l'école normale des Instituteurs de Brazzaville (ENI) ;
- **DIAMBOMBA LOUBAKI (Darel Gaievy)**, matricule n° 224110 N, ancien surveillant général de la vague B du collège d'enseignement technique Mixte (CETM) du 12 août 1965 de Pointe-Noire.

b) Exclusion temporaire de trois mois non assortie de la transmission du dossier au conseil national de discipline.

- M. **KANGUE (Jacques)**, matricule n° 077271 T, gestionnaire du collège d'enseignement technique mixte (CETM) du 12 août 1965 de Pointe-Noire.

c) Blâme sans inscription au dossier

- M. **IBOUANGA (Félicien)**, matricule n° 200008 U, directeur départemental de l'enseignement technique et professionnel de Brazzaville ;

Mmes :

- **BABY née YAMBA MIZINGOU (Catherine)**, matricule n° 165385 N, directrice du collège d'enseignement technique mixte (CETM) du 12 août 1965 de Pointe-Noire ;
- **POOS (Blandine)**, matricule n° 197021 E, directrice de l'école normale des instituteurs (ENI) de Brazzaville ;

MM. :

- **TCHICAYA (Décopertino)**, matricule n° 179195 Y, inspection départementale de Pointe-Noire ;

- **MOUNTOU ANTOUONO (Alié Franck)**, matricule n° 238675 Y, inspection départementale de Pointe-Noire.

A l'exception des prestations familiales, les agents exclus, perdent, pendant la période d'exclusion tout droit à rémunération.

## MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

### NOMINATION

#### Arrêté n° 13113 du 31 décembre 2016.

M. **EWENGUE (Alain Bernard)** est nommé directeur de cabinet du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

#### Arrêté n° 13114 du 31 décembre 2016.

M. **SILO NDEMVOKOLO (Franck Parfait)** est nommé conseiller administratif et juridique du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

#### Arrêté n° 13 115 du 31 décembre 2016.

M. **ITOUA (Alain Benoît)** est nommé conseiller aux postes du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

#### Arrêté n° 13116 du 31 décembre 2016.

M. **NGAYOUMA (Jean Marie)** est nommé conseiller à l'économie et aux finances du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

#### Arrêté n° 13117 du 31 décembre 2016.

M. **DJOUOB (Charles Mane)** est nommé conseiller aux télécommunications du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

#### Arrêté n° 13118 du 31 décembre 2016.

M. **NTSIMBA DIABAKANA (Guy Roland)** est nommé conseiller aux nouvelles technologies du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonction de l'intéressé.

#### Arrêté n° 13119 du 31 décembre 2016.

Mme **OGNELET (Clodia Sylvie Flore)** est nommée responsable de la logistique et de l'intendance au cabinet du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressée percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

#### Arrêté n° 13120 du 31 décembre 2016.

M. **ONDONGO (Steven Frédéric)** est nommé attaché administratif et juridique au cabinet du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

#### Arrêté n° 13121 du 31 décembre 2016.

M. **MABANZA BIBA (Oscar)** est nommé attaché aux postes au cabinet du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

#### Arrêté n° 13122 du 31 décembre 2016.

M. **OBA OPONGO (Jean Ulrich)** est nommé attaché aux télécommunications au cabinet du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

#### Arrêté n° 13123 du 31 décembre 2016.

Mme **FATOU SALL** est nommée attachée à l'économie et aux finances au cabinet du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressée percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

**Arrêté n° 13124 du 31 décembre 2016.**

M. **DEBY GASSAYE (Borel)** est nommé attaché aux nouvelles technologies au cabinet du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

**Arrêté n° 13125 du 31 décembre 2016.**

Mme **MAYETELA LOUSSAMBA (Véronique)** est nommée attachée à la logistique et à l'intendance au cabinet du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressée percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

**Arrêté n° 13126 du 31 décembre 2016.**

M. **KONGHOT (Miloud Miland)** est nommé attaché aux relations publiques, chef du protocole du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

**Arrêté n° 13127 du 31 décembre 2016.**

M. **NTANDOU (Christian Bienvenu)** est nommé attaché aux ressources documentaires au cabinet du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

**Arrêté n° 13128 du 31 décembre 2016.**

M. **OBARGUI (Emery Patrice)** est nommé attaché de presse au cabinet du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

**Arrêté n° 13129 du 31 décembre 2016.**

M. **OKOMBI (Franklin)** est nommé assistant du directeur de cabinet du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

**Arrêté n° 13130 du 31 décembre 2016.**

Mme **KANGA NGUELELE (Adeline Jessica)** est nommée chef de secrétariat au cabinet du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressée percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

**Arrêté n° 13131 du 31 décembre 2016.**

Mme **ENGONGONDZO** née **MPEMBE-GONDO (Antoinette)** est nommée secrétaire particulière du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressée percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

**Arrêté n° 13132 du 31 décembre 2016.**

M. **METEKE (Jovial Nelson)** est nommé assistant de l'attaché aux relations publiques, chef du protocole du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

**Arrêté n° 13133 du 31 décembre 2016.**

M. **LEKAKA AFOUYA (Davy Landry)** est nommé assistant de l'attaché aux relations publiques, chef du protocole du ministre des postes et télécommunications.

L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

**PARTIE NON OFFICIELLE****- ANNONCE -****DECLARATION D'ASSOCIATIONS**

Création

Département de Brazzaville

Année 2016

**Récépissé n° 005 du 10 février 2016.**

Déclaration au ministère de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local de l'association dénommée : "**FONDATION ALBERTINE LOUZALA**", en sigle "**F.A.L.**". Association à caractère social. *Objet* : œuvrer pour la création d'un orphelinat et une pouponnière pour récupérer les enfants abandonnés et ceux de la

rue ; lutter contre la misère et l'isolement des personnes du 3<sup>e</sup> âge ; aider et soutenir les personnes vulnérables. *Siège social* : n° 9, rue Ndangani, Météo, Makélékélé, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 14 août 2016.

**Récépissé n° 067 du 30 décembre 2016.**

Déclaration au ministère de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local de l'association dénommée : "**NOUVELLE VISION CITOYENNE**", en sigle "**N.V.C.**". Association à caractère politique. *Objet* : promouvoir la démocratie participative en défendant les intérêts des Congolais ; promouvoir l'intégration régionale et panafricaine des peuples ; lutter contre le racisme sous toutes ses formes. *Siège social* : boulevard Lyautey (Semaine Africaine, Poto-Poto, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 12 mai 2015.

**Récépissé n° 189 du 6 juillet 2016.**

Déclaration à la préfecture du département de Brazzaville de l'association dénommée : "**MUTUELLE AIME TON PROCHAIN**", en sigle "**M.A.P.**". Association à caractère social. *Objet* :

promouvoir l'éveil de la conscience sociale, l'esprit de collègialité et de solidarité ; œuvrer pour l'assistance sociale, l'entraide entre les membres et l'organisation des espaces de loisirs. *Siège social* : n° 2 bis, rue Nianga, quartier Diata, arrondissement 1, Makélékélé, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 29 avril 2016.

**Récépissé n° 348 du 22 décembre 2016.**

Déclaration à la préfecture du département de Brazzaville de l'association dénommée : "**REGROUPEMENT DES CHEFS DE CLASSE DES ELEVES ET ETUDIANTS DU CONGO**", en sigle "**R.C.E.E.C.**". Association à caractère socioéducatif. *Objet* : promouvoir les valeurs intellectuelles, culturelles et sociales des membres en vue de leur insertion dans le tissu professionnel ; condamner toute forme de conflits intergénérationnels ; contribuer à la promotion de la jeune fille congolaise ; lutter contre les antivaleurs. *Siège social* : n° 130, rue Louingui, arrondissement 5, Ouenzé, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 26 septembre 2016.





Imprimé dans les ateliers  
de l'imprimerie du Journal officiel  
B.P.: 2087 Brazzaville